

REVUE DE PRESSE



Les Européens croient-ils encore en l'UE ?



Etude de Daniel Debomy, publié par Notre Europe

10 juin 2012

Contact Presse :

Mme Stéphanie Baz, sbaz@notre-europe.eu, 00 33 1 44 58 97 84

Revue de presse réalisée avec l'aide de Nicolo Conti

Daniel Debomy



Daniel Debomy est le fondateur et le directeur de l'institut de recherches sur les opinions publiques OPTEM. Depuis 25 ans, avec son réseau de partenaires européens, il a réalisé de nombreuses études qualitatives pour la Commission européenne et d'autres organisations, visant à comprendre les perceptions des citoyens des 27 États membres et au-delà, leurs attitudes, leurs attentes et leurs réserves à l'égard de l'Union européenne et des politiques de l'UE. Il donne également des cours sur les questions européennes dans plusieurs écoles et universités.

Les Européens croient-ils encore en l'UE ?

L'étude de Daniel Debomy publiée par *Notre Europe* s'appuie sur les enquêtes quantitatives et qualitatives conduites au niveau communautaire pour mesurer l'évolution des opinions publiques vis-à-vis de l'Union européenne.

Elle met tout d'abord en perspective ces évolutions à l'échelle du dernier quart de siècle, en indiquant que quatre grandes périodes successives peuvent être observées : un niveau record d'adhésion au projet européen au printemps 1991, un point historiquement bas au printemps 1997, une remontée partielle, lente et en dents-de-scie jusqu'en 2007, puis un nouvel affaissement depuis 2008.

L'étude s'appuie notamment sur des analyses qualitatives dont se dégagent des enseignements très éclairants. Il en ressort par exemple que les Européens ont dans l'ensemble bien compris la nécessité d'une Europe forte et soudée et sont majoritairement conscients de l'existence d'une communauté historique et culturelle, avec un socle de valeurs communes, même si certaines sont parfois différenciatrices.

Dans un contexte d'inquiétudes liées aux dérives du libéralisme économique, les Européens apparaissent en outre favorables à une Union européenne au large champ d'action. Pourtant, des facteurs de désenchantement existent, qui varient selon les États membres.

Cette étude rappelle que la construction européenne ne peut durablement se poursuivre sans tenir compte des opinions publiques, et ce afin d'éviter toute tentative de repli sur soi qui ne pourrait qu'être dommageable à l'heure où l'UE a plus que jamais besoin d'être soudée dans un contexte global.

Sommaire

Presaaagrun (France) 15.06.12	
Les Européens croient-ils encore en l'UE ?.....	p.4
Fondation Robert Shuman (France) 18.06.12	
Les européens croient-ils encore en l'UE	p.5
Aeidl (Belgique) 18.06.12	
Do the Europeans still believe in the EU?	p.6
Le Progres (France) 22.06.12	
Quand les dirigeants patagent, l'enthousiasme diminue	p.7
Lindley-French's blog blast (Royaume-Uni) 22.06.12	
Football: The Euro That Works.....	p.9
Regards-Citoyens (France) 25.06.12	
Les européens croient-ils encore en l'UE.....	p.12
Fenetre sur l'Europe (France) 26.06.12	
Les européens croient-ils encore en l'UE.....	p.13
Blog EU-Logos (Royaume-Uni) 01.07.12	
« En l'Europe nous ne croyons plus » ! Alors réconcilions avec l'Europe des citoyens réservés, inquiets ou désenchantés.....	p.14
Public Service Europe (Royaume-Uni) 05.07.12	
Do Europeans still believe in Europe?.....	p.18
Reprises de l'article de Public Service Europe	
- Nucleus (Royaume-Uni) 05.07.12.....	p.19
- 2 Days in EU (Royaume Uni) 05.07.12.....	p.19



Les Européens croient-ils encore en l'UE ?

L'étude de Daniel Debomy publiée par *Notre Europe* s'appuie sur les enquêtes quantitatives et qualitatives conduites au niveau communautaire pour mesurer l'évolution des opinions publiques vis-à-vis de l'Union européenne.

Elle met tout d'abord en perspective ces évolutions à l'échelle du dernier quart de siècle, en indiquant que quatre grandes périodes successives peuvent être observées : un niveau record d'adhésion au projet européen au printemps 1991, un point historiquement bas au printemps 1997, une remontée partielle, lente et en dents-de-scie jusqu'en 2007, puis un nouvel affaissement depuis 2008.

L'étude s'appuie notamment sur des analyses qualitatives dont se dégagent des enseignements très éclairants.

Il en ressort par exemple que les Européens ont dans l'ensemble bien compris la nécessité d'une Europe forte et soudée et sont majoritairement conscients de l'existence d'une communauté historique et culturelle, avec un socle de valeurs communes, même si certaines sont parfois différenciatrices. Dans un contexte d'inquiétudes liées aux dérives du libéralisme économique, les Européens apparaissent en outre favorables à une Union européenne au large champ d'action. Pourtant, des facteurs de désenchantement existent, qui varient selon les États membres.

Cette étude rappelle que la construction européenne ne peut durablement se poursuivre sans tenir compte des opinions publiques, et ce afin d'éviter toute tentative de repli sur soi qui ne pourrait qu'être dommageable à l'heure où l'UE a plus que jamais besoin d'être soudée dans un contexte global.

(15/06/2012)

FONDATION ROBERT SCHUMAN

Les Européens croient-ils encore en l'UE?

Notre Europe a publié une étude intitulée "Les Européens croient-ils encore en l'Europe?". Celle-ci présente l'évolution des opinions publiques concernant l'Union européenne au cours des 25 dernières années. Sur un plan qualitatif, elle révèle que les Européens, dans leur majorité, sont conscients de la nécessité d'une Europe forte et unie ainsi que de l'existence d'une communauté historique et culturelle et de certaines valeurs communes. Les Européens apparaissent favorables à un large champ d'action pour l'Union européenne. Cependant, l'Union reste encore perçue à travers les prismes nationaux et des "facteurs de désenchantement", différents selon les pays, peuvent exister. L'étude rappelle enfin que la construction européenne doit tenir compte des opinions publiques afin de se poursuivre et d'éviter un repli sur soi.

Du site de la Fondation Robert Schuman

[Home](#) ▶ [News](#) ▶ Do the Europeans still believe in the EU?

DO THE EUROPEANS STILL BELIEVE IN THE EU?



(18 June 2012) – The Notre Europe think tank has published a study which puts into perspective the evolution of national public opinions in relation to the EU during the past quarter century.

Daniel Debomy's study is based on quantitative and qualitative surveys carried out at European level in order to measure the evolution of public opinions in relation to the EU. Four major successive periods can be observed: a record level of support for the European project in spring 1991, an all-time low in spring 1997, a partial, slow and saw-tooth rise up until 2007, followed by a further drop since 2008.

Europeans as a whole have understood the need for a strong and closely-knit Europe and are predominantly aware of the existence of a historic and cultural community, with a core set of shared values, even if some of these values have distinguishing characteristics at times.

In a context of concern linked to the abuses of economic liberalism, Europeans also appear favourable towards an EU with a broad scope of action. Factors of disillusionment do exist, however, and these vary depending on the Member States.



«Quand les dirigeants pataugent, l'enthousiasme diminue...»



Daniel Debomy (OPTeM) - Auteur d'une étude sur l'opinion européenne

Les Européens, dites-vous, sont désenchantés de l'Europe...

Oui, un Européen sur deux seulement se dit favorable à l'Union européenne, estimant que son pays en a tiré bénéfice. Ce n'est donc pas enthousiasmant. Mais le nombre d'opinions positives dépasse toujours le nombre d'opinions négatives. Et si l'euroenthousiasme a été

plus fort dans le passé, notamment à l'époque de Jacques Delors qui a relancé l'Europe au milieu des années 80, on a aussi connu des périodes pires ; le creux ayant été atteint en 1997.

Mais l'Europe apparaît plus comme une nécessité qu'un rêve...

L'Europe n'est pas seulement une contrainte à laquelle il faudrait se soumettre en rechignant. Il existe aussi un sentiment de proximité historique et culturelle, de destin commun. Il est vrai que ce sentiment positif s'exprime avec davantage de vigueur quand les choses vont bien, et quand les dirigeants européens donnent l'impression de savoir où ils vont. À l'inverse, quand les dirigeants donnent l'impression de patauger et patiner, l'enthousiasme diminue – et c'est plutôt la situation actuelle.

Pourquoi parler d'une désaffection croissante des Français ?

Les Français ont longtemps envisagé l'Europe comme un terrain de repli de leur grandeur, sinon de leur supériorité nationale naturelle. Mais le rôle international et même européen de la France n'a cessé de diminuer, ce qui les rend désabusés.

N'est-il pas paradoxal, face à la crise, de proposer davantage d'Europe à des Européens désenchantés ?

Si les gens sont désenchantés de l'Europe, ils sont encore plus désenchantés de leurs dirigeants nationaux. Et la grande majorité estime qu'il faut davantage de décisions prises au niveau européen qu'au niveau national dans la plupart des domaines, y compris dans des domaines par excellence de souveraineté nationale comme la défense. Le problème, c'est bien que la manière dont est formulée l'offre politique européenne permet difficilement au citoyen de répondre de manière enthousiaste.

L'étude de l'institut Optem, Les Européens croient-ils encore en l'UE ?, est disponible sur le site internet notre-europe.eu

LINDLEY-FRENCH'S BLOG BLAST: SPEAKING TRUTH UNTO POWER

A REGULAR COMMENTARY ON STRATEGIC AFFAIRS FROM A LEADING COMMENTATOR AND
ANALYST.

FRIDAY, 22 JUNE 2012

Football: The Euro That Works

Alphen, the Netherlands. 22 June. Bill Shankly, the legendary manager of Liverpool FC, once famously said, “Football is not a question of life or death. It is more important than that”. As I sit here in my small Dutch village surrounded by a sea of depressed orange I see his point. The Dutch suffered a premature exit from the Euro 2012 championship so ably hosted by Poland and Ukraine because they were rubbish. No schadenfraude here. Now, before I venture further I must point out to those of you who mistakenly confuse 'football' with that armoured interruption that takes place elsewhere that I am talking of the “beautiful game”, the “world game” in which for a moment an air-filled sphere of plastic becomes the stuff of dreams and nightmares. The footballing gods being the humorous bunch they are have tonight pitted the Germans against the Greeks in the quarter-final. That should prove feisty.

Thankfully for three short weeks Euro 2012 has just about eclipsed Euro trillions down the drain. Most Europeans are agog at the spectacle. Politics is not entirely absent. EU member-states have formally boycotted matches in Ukraine over what they regard as the politically-motivated sentencing of opposition leader Julia Timoshenko.

Something else is also apparent watching the matches; the European nation-state is not only alive and well, it is kicking – literally, metaphorically and politically. The passion of the fans for their national teams might, or at least should, give pause for thought to those Euro-fanatics in Brussels and elsewhere who believe that having caused the current crisis they can now exploit it to move decisively towards the creation of a federal European super-state under the guise of political and monetary union. Believe me, that is precisely what the architects of the appallingly named ‘constructive crisis theory’ believe.

The lesson that Euro 2012 should finally bring home to the Euro-Aristocracy is one which should have been learnt in referendum after referendum; that for the massive majority of Europeans their nation-state comes first. Therefore, any European structures should support the state not seek to supplant it. This does not make those of us who place our country before 'Europe' anti-European, although it does make us implacable opponents of the anti-democratic impulses of those seeking to impose the Brusselsisation of Europe.

"Do the Europeans Still Believe in the EU?" a fascinating recent survey of public attitudes for *Notre Europe* by Daniel Debomy underlines that simple but critical political truth. Belief in the EU has declined but still some fifty per cent of respondents see membership of the EU as positive. Fifty per cent of course do not, but only one in five of that group see EU membership as actively negative, although one in three do not believe their country has benefitted from EU membership. In spite of the Euro-crisis this is not the worst crisis in public perceptions which was 1997 when the Euro-Aristocracy tried to foist an unwanted European 'constitution' on the people – which is telling in its own right. However, the survey marks an ongoing and "significant" decrease in what it calls "Euroenthusiasm" which pre-dates the current crisis.

Interestingly the Europeans that are most negative are not only the usual suspects (the British followed by the Austrians) but implies that the French and Germans are also becoming increasingly sceptical. Interestingly the survey suggests that the Benelux countries (and strangely Denmark) are amongst the "most accommodating" which does not match opinion polls here in the Netherlands in which there is a distinctly Euro-sceptic chill in the political air these days.

A key point the survey makes is that "Europe in the making is still of course perceived through national prisms". In other words Europeans' views of Europe are still shaped mainly by their concerns about national politics. It also highlights something obvious to anyone watching Euro 2012; all politics in Europe that matters remains decidedly national and any attempt to create more distance between the governing and governed will be strongly resisted by the people.

This critical question of political legitimacy really ought to be at the top of the agenda of today's Rome meeting of the leaders of the four biggest Eurozone members, France, Germany, Italy and Spain together with the "gang of four" charged with opening the way towards fully monetary and in time political union; Barosso, Junker, Draghi and Van Rompuy. Sadly, I suspect it will not be.

The survey finishes with a warning. "The Europe to which its citizens aspire remains a Europe inspired by the value of solidarity". I can buy that. "But it has lost some of its visibility; it must reaffirm itself as such, without which the present 'Eurogloom' could transform into strong and long-lasting disillusionment".

As for the football as a seasoned commentator and analyst I will of course maintain a professional detachment from such sporting trifles.

COME ON ENGLAND!!!!!!!!!!

Julian Lindley-French



REGARDS-CITOYENS

Lundi 25 juin 2012

Les Européens croient-ils encore en l'UE ? par Danier Debomy (Notre Europe)

L'étude de Daniel Debomy publiée par Notre Europe s'appuie sur les enquêtes quantitatives et qualitatives conduites au niveau communautaire pour mesurer l'évolution des opinions publiques vis-à-vis de l'Union européenne.

Elle met tout d'abord en perspective ces évolutions à l'échelle du dernier quart de siècle, en indiquant que quatre grandes périodes successives peuvent être observées : un niveau record d'adhésion au projet européen au printemps 1991, un point historiquement bas au printemps 1997, une remontée partielle, lente et en dents-de-scie jusqu'en 2007, puis un nouvel affaissement depuis 2008.

L'étude s'appuie notamment sur des analyses qualitatives dont se dégagent des enseignements très éclairants. Il en ressort par exemple que les Européens ont dans l'ensemble bien compris la nécessité d'une Europe forte et soudée et sont majoritairement conscients de l'existence d'une communauté historique et culturelle, avec un socle de valeurs communes, même si certaines sont parfois différenciatrices. Dans un contexte d'inquiétudes liées aux dérives du libéralisme économique, les Européens apparaissent en outre favorables à une Union européenne au large champ d'action. Pourtant, des facteurs de désenchantement existent, qui varient selon les États membres.

Cette étude rappelle que la construction européenne ne peut durablement se poursuivre sans tenir compte des opinions publiques, et ce afin d'éviter toute tentative de repli sur soi qui ne pourrait qu'être dommageable à l'heure où l'UE a plus que jamais besoin d'être soudée dans un contexte global.

Télécharger :

[Le résumé exécutif](#)

[Lesommaire](#)

Le document complet :  [OpinionsPubliquesUE1985-2011 D.Debomy NE Juin2012 01](#)

Daniel Debomy est le fondateur et le directeur de l'institut de recherches sur les opinions publiques OPTEM. Depuis 25 ans, avec son réseau de partenaires européens, il a réalisé de nombreuses études qualitatives pour la Commission européenne et d'autres organisations, visant à comprendre les perceptions des citoyens des 27 États membres et au-delà, leurs attitudes, leurs attentes et leurs réserves à l'égard de l'Union européenne et des politiques de l'UE. Il donne également des cours sur les questions européennes dans plusieurs écoles et universités.

Voir également du même auteur : **Les citoyens européens et l'Union européenne dans le contexte actuel de crise**

<http://www.notre-europe.eu/fr/axes/democratie-en-action/travaux/publication/les-citoyens-europeens-et-lunion-europeenne-dans-le-contexte-actuel-de-crise/>

Voir aussi la consultation publique sur la citoyenneté européenne :

[Consultation publique sur la citoyenneté de l'Union européenne \(du 9 mai au 9 septembre 2012\)](#)

Voir enfin :

[* Concilier sa citoyenneté française, sa citoyenneté européenne et un engagement au service des citoyens du monde est non seulement possible, mais donne force et sens à un engagement moderne](#)

[* Ouvrir une nouvelle ère de constitutionnalisation du projet politique européen exige de tirer les leçons du passé et de répondre aux aspirations participatives des citoyens !](#)



Mardi 19 Juin 2012

Union Européenne

"Les Européens croient-ils encore en l'Europe ?"

[Fenêtre sur l'Europe]

Notre Europe a publié une étude intitulée "Les Européens croient-ils encore en l'Europe?". Celle-ci présente l'évolution des opinions publiques concernant l'Union européenne au cours des 25 dernières années. Sur un plan qualitatif, elle révèle que les Européens, dans leur majorité, sont conscients de la nécessité d'une Europe forte et unie ainsi que de l'existence d'une communauté historique et culturelle et de certaines valeurs communes. Les Européens apparaissent favorables à un large champ d'action pour l'Union européenne.

Cependant, l'Union reste encore perçue à travers les prismes nationaux et des "facteurs de désenchantement", différents selon les pays, peuvent exister. L'étude rappelle enfin que la construction européenne doit tenir compte des opinions publiques afin de se poursuivre et d'éviter un repli sur soi...

Lire l'étude : http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/OpinionsPubliquesUE1985-2011_D.Debomy_NE_Juin2012_01.pdf

Editorial Nea say N°123 « En l'Europe nous ne croyons plus » ! Alors réconcilions avec l'Europe des citoyens réservés, inquiets ou désenchantés.

« En l'Europe nous ne croyons plus ! » Tel est le titre provocateur de l'article publié par le Figaro de Ana Palacio, ancienne députée au Parlement européen, ancienne ministre des affaires étrangères espagnole et ancienne vice-présidente de la Banque mondiale. Aujourd'hui chacun peut constater un nouveau et dangereux déficit de confiance au sein de l'Union à la fois entre les gouvernements et les citoyens des Etats membres. Ce manque de confiance a conduit la zone euro au bord de l'explosion. Depuis le 29 juin, ce risque s'est éloigné, provisoirement et jusqu'à quand ? Plus grave que le pseudo déficit démocratique, régulièrement évoqué, peu de mesures ont été prises et peu de déclarations faites pour remédier à ce déficit.

Ana Palacio fait remarquer que si les billets en euro devaient porter une maxime, comme les billets en dollars elle pourrait être : « en l'Europe nous ne croyons plus ». C'est plus qu'une simple discipline qu'il faut, c'est de la confiance et la confiance du plus grand nombre et pas seulement de quelques uns, une petite élite complice. L'Europe doit donner le jour à des politiques concrètes touchant directement les citoyens, des citoyens enfin conscients de leurs atouts, et plus proches de la réalité : bien éduqués malgré des défaillances de plus difficilement supportables, en bonne santé, principale économie mondiale, disposant d'une formidable influence. Tels sont au premier regard les atouts de l'Europe et de ses citoyens.

Il faut admettre que les medias ont une lourde responsabilité par leurs dénigrements appuyés et permanents. Les europhiles également, les résultats d'aujourd'hui n'étant jamais à leurs yeux à la hauteur de leurs rêves dont ils n'ont jamais analysé la consistance, enfin les politiques également et avec eux, tous ceux dont la vocation est d'enseigner, de montrer le chemin.

Le hasard, dit le dicton, fait souvent bien les choses : il se trouve que la publication de l'article de Ana Palacio a coïncidé avec la publication de l'excellente publication de Notre Europe : « les Européens croient-ils encore à l'Europe ? Analyse des attitudes et des

attentes des opinions publiques européennes depuis un quart de siècle ». Le titre est le même, mais un point d'interrogation a judicieusement remplacé l'affirmation péremptoire. Que retient cette étude : un niveau record d'adhésion politique à l'Europe au printemps 1991, un point historiquement bas au printemps 1997, une remontée partielle lente et en dents de scie jusqu'en 2007, puis une nouvelle baisse depuis 2008 qui correspond de façon aveuglante avec le début de la crise. La recherche de l'appui des opinions publiques est désormais un combat permanent, une ardente obligation. Sans elle rien ne peut être obtenu durablement. Rien n'est définitivement perdu ou gagné. Dans sa préface, Antonio Vitorino, président de Notre Europa, ancien membre éminent de la Commission européenne, écrit fort justement : « chacun peut mesurer avec le recul de 25 ans que le déclin de cet enthousiasme n'est pas nécessairement synonyme de profonde défiance vis-à-vis de l'UE, et ce déclin relatif n'est pas irrévocable » La crise en cours va-elle modifier cette perception finalement encourageante. Antonio Vitorino hésite à répondre même si l'on sent dans quel sens va la réponse.

L'état de l'opinion apparaît globalement plus ou moins « eurofavorable » dans les différents Etats membres, anciens comme nouveaux. Les attentes des citoyens européens restent conformes à l'intention des pères fondateurs. Cette Europe des pères fondateurs est toujours une Europe souhaitée et face à un horizon assombri et qui continuera à s'assombrir il faut continuer à réaffirmer fortement et inlassablement la permanence des objectifs proclamés par les pères fondateurs.

Comment expliquer la période de faveur ? Un projet clairement identifié et incarné par des responsables nationaux et communautaires de grande envergure. On peut parler aujourd'hui plus de mollesse que de franche opposition (un sur cinq). Malgré un fléchissement sensible depuis 2008, ce n'est donc pas un effondrement et ce n'est pas le niveau le plus bas constaté depuis vingt-cinq ans.

Parmi les anciens Etats membres, ce sont les citoyens des pays du Benelux, de l'Irlande et du Danemark qui se montrent les mieux disposés à l'inverse des britanniques et des autrichiens, les moins bien disposés. Une heureuse surprise pour les danois qui viennent d'achever une présidence de façon plus qu'honorable et une grosse déception avec les autrichiens contaminés par les mouvements xénophobes, pour ne pas dire plus. Parmi les nouveaux Etats membres, les plus favorables, les polonais, les slovaques, les estoniens puis les roumains et les lituaniens, les hongrois, suivis des lettons étant au contraire les plus réservés. L'ampleur des évolutions peuvent se faire et dans des directions différentes. Parmi les 12 plus anciens Etats membres, ceux où la dégradation a été la plus forte par rapport aux maxima historiques sont la Grèce, le Portugal, l'Italie et la France. La présence de deux pays comme la France et l'Italie peut être qualifiée d'inquiétante s'il n'était pas mis fin rapidement à une dégradation que l'on n'arrive pas à

enrayer depuis l'échec du référendum de 2005. Mais là encore la désaffection française reste relative (cf. l'analyse faite par Nea say de l'enquête Eurobaromètre de mars 2012) et ce relatif déclin n'est pas à la hauteur de ce que l'on pourrait imaginer et redouter compte tenu de l'ampleur de l'échec de 2005. A l'inverse les scores danois sont proches de leur maxima et la baisse est relativement faible au Luxembourg et en Belgique.

L'étude de Notre Europe est d'une richesse exceptionnelle dont le présent compte rendu donne un aperçu très imparfait. Il faut la lire attentivement (une soixantaine de pages). Elle fourmille d'aperçus particulièrement pénétrants. C'est finement observé.

Ce sont, peut-être, les dix dernières pages qui sont les plus fascinantes : en quelques lignes, chacun des 27 pays est passé en revue sous l'angle des facteurs de désenchantements liés aux mentalités collectives nationales. Les italiens : leurs désillusions paraît liée à la lenteur de l'unification européenne. Les néerlandais qui voyaient dans l'Union européenne une caisse de résonance de leurs valeurs dont ils se prétendaient les gardiens sont frustrés par les tentations dominatrices de leurs grands voisins, toujours en faveur de l'Europe, mais en réalité très défiants et peu disposés à accepter des conduites laxistes. Les belges : d'incontestables europhiles, mais s'impliquant moins. Les Luxembourgeois : constants dans leurs opinions, leur petite taille les a vaccinés contre la frustration. Les Britanniques : vivent toujours dans une île comme l'avait constaté le général de Gaulle, mais il est vrai que ni la classe politique, ni les médias ne les encouragent à changer d'attitude. Pour les irlandais la mémoire des combats menés pour acquérir l'indépendance est bien toujours présente dans la mentalité collective. Les grecs : un grand désarroi face à la mise en question de leur sentiment jadis très européen. Chez les Espagnols alternent eurofaveur et frustrations face à la lenteur de leur rattrapage. Les portugais ils sont sans la nostalgie d'anciennes grandes puissances, mais ils ont peur de rester à la traîne et le sentiment d'être traités de façon injuste peut les entraîner à certaines dérives. Les suédois ont abandonné leurs préventions initiales, mais sans beaucoup d'investissement affectif. Les autrichiens entrés allègrement dans l'Union mais avec la nostalgie des splendeurs de l'Empire de Habsbourg d'où un repli sur soi. Les hongrois victimes d'on ne sait quel complot expliquant ainsi les dérives nationalistes actuelles de ces anciens corégents de l'Europe. Les polonais anxieux d'être relégués à n'être que des européens de deuxième catégorie, la peur d'être déçus une nouvelle fois et comme tant de fois dans le passé, en a fait pendant tout un temps des partenaires mal commodes puis peu à peu ils ont émergé de cette attitude de défiance pour se trouver dix ans après parmi les plus eurofavorables. Etc, etc

Gardons pour la fin l'Allemagne et la France, des petits cailloux précieux pour ne pas se perdre en chemin.

« En ce qui concerne les français, les investigations qualitatives menées il y a 25 ans, les montraient déjà soucieux de l'érosion du poids de leur pays , mais enclins à lui attribuer une forme de suprématie culturelle et intellectuelle dont l'Europe serait le terrain « naturel » d'exercice, en lieu et place de son rôle mondial passé. Il est assez manifeste que la désaffection croissante à l'égard de l'Union observée chez eux va de pair avec la fin des illusions d'une « Europe à la française » et la perte graduelle, au cours des deux dernières décennies, de l'influence de leur pays au sein de l'Union comme ailleurs. On ne voit guère comment cette tendance pourrait se renverser à terme prévisible, eu égard au profond pessimisme pour l'avenir dans lequel ils paraissent s'enfoncer ».

Pour les allemands, en plus d'être une entité économique facteur de progrès incontestés, l'appartenance à la Communauté européenne leur conférait en quelque sorte une identité de substitutions à une identité allemande qui répugnait encore à s'exprimer il y a 25 ans, toujours obérée qu'elle était par les réminiscences de la période hitlérienne. Se considérant comme Européens loyaux par excellence, versant rubis sur l'ongle leur quote-part sans prétendre à la domination, ils manifestaient toutefois quelque irritation vis-à-vis des « moins bons élèves » de la classe européenne et de la subsistance des égoïsmes nationaux. S'étant aujourd'hui -depuis une quinzaine d'années maintenant- affranchis de la tare du passé et amenés à jouer, au moins pour des raisons économiques, les premiers rôles, ils entendent peser pour convertir à leurs valeurs de rigueur des peuples et des Etats restés à leurs yeux insuffisamment vertueux à cet égard. La difficulté à y parvenir inspire certainement leurs attitudes actuelles »

Dés lors la conclusion s'impose : réconcilier avec l'Europe des citoyens réservés, inquiets ou désenchantés, en prenant en compte les racines profondes des sentiments, « au-delà des argumentations rationnelles aussi nécessaires soient-elles et cela d'autant plus dans une période difficile où les risques de repli sur soi peuvent s'accroître ».

Notre Europe : « Les Européens croient-ils encore en l'UE ? Analyse des attitudes et des attentes des opinions publiques européennes depuis un quart de siècle »(FR) http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/OpinionsPubliquesUE1985-2011_D.Debomy_NE_Juin2012.pdf

(EN) http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/PublicOpinionEU1985-2011_D.Debomy_NE_June2012_01.pdf



Do Europeans still believe in the EU?

by Daniel Deborny

05 July 2012



In spite of national stereotypes and crises like recessions, there remains a genuine awareness of historic and cultural bonds, and shared values, between Europeans

Do the Europeans still believe in the European Union? That is not an easy question that could be bluntly answered by a mere 'yes' or 'no'. Eurosceptics might say that there was never any strong belief in the EU anyway, but they would be wrong. Looking back over 25 years of quantitative Eurobarometer surveys, we can clearly point out the high level of "Euro-favour" that prevailed at the end of the 1980s - considering the average in the 12 member states of the time. It reached a peak in 1991.

The high point was followed by a sharp drop in positive opinion to an all-time low in 1997, then by a decade of partial and irregular recovery before opinion indicators started to fall again in 2008 in practically all of the current 27 EU countries. The emergence of the economic crisis did not help one bit.

For a quarter of a century, together with partners throughout Europe, we have had the opportunity to analyse in depth our citizen attitudes vis-a-vis the EU and supranational policies, through so called qualitative opinion research methods - interviewing and observation techniques based on psychology and sociology. The results of that work help us to understand and interpret fluctuations in the measured public opinion indicators.

The first period of Euro-favour corresponded with the plan by the then President of the European Commission Jacques Delors to relaunch European integration. Ups and downs at later times can be related to certain events affecting the union. For example, the public perception created by the EU in the 1990s that it was unable to deal properly with the mad cow problem internally - as well as with the Yugoslav crisis at its borders - definitely contributed to sinking support.

Fluctuations observed in the years 2000 also correlated with positive or negative developments in the EU - whether regarding the euro, the growing number of member states, the economic situation in each country, treaties being signed, rejected or ratified or other events through which European

citizens felt - rationally or in a more confused manner - that directions were or not being given and progress was or not being made.

We are talking here about the average European attitude or, putting it in more concrete terms, attitudes - or changes thereof - that could be observed at the same time in a large number of EU countries. Of course, that does not prevent specific public opinion phenomena in certain countries - nor evolutions that do not always seem to go in the same direction. But there are indeed common features including a growing anxiety in most member states about the future; whether in relation to the economy, the social situation and the country's changing social fabric or its identity and influence.

Admittedly, trust in the union to solve the problems lying ahead has fluctuated and has rather logically gone down in the last few years. Yet, our studies show that the current level of Euro-gloom is not the worst that has ever been recorded and that the majority of citizens continue to have strong expectations for the EU. At the same time, in most member states, people display little confidence in the ability of their national authorities to cope with the situation. In summary, the public is aware of the need for more unity and more decision-making in common at the EU level. First, because they have understood that no European country - including their own - is big enough to truly bear weight alone against the dominant powers of today and tomorrow. Moreover, in spite of national stereotypes, there is a genuine awareness of historic and cultural bonds and shared values between the Europeans; making them clearly different from other nations or groups of nations in the world including the USA. This perception remains vivid. So the answer to the question could be 'yes' although many people are worried. 'Yes', but disappointment has crept in. 'Yes', however the EU may have displayed little effectiveness and little sense of unity recently. And yet, overall, Europeans continue to call for a strong EU and at the same time to feel the need for more political vision and leadership.

Daniel Debomy is the founder and managing director of the opinion research institute OPTEM. He recently published a Notre Europe

Read more: <http://www.publicserviceeurope.com/article/2178/do-europeans-still-believe-in-the-eu#ixzz20EE3JzJ6>

Ils ont repris l'article de Public Service Europe :

